Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

54 | 2017

La part animale du XIX^e siècle

Michèle RIOT-SARCEY, *Le procès de la liberté. Une histoire souterraine du XIX^e siècle en France*

Paris, La Découverte, 2016, 353 p., 24 €

Martin Petitclerc

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5238>

DOI : 10.4000/rh19.5238

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2017

Pagination : 223-226

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Martin Petitclerc, « Michèle RIOT-SARCEY, *Le procès de la liberté. Une histoire souterraine du XIX^e siècle en France* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 54 | 2017, mis en ligne le 01 juillet 2017, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5238> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.5238>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Tous droits réservés

Michèle RIOT-SARCEY, *Le procès de la liberté. Une histoire souterraine du XIX^e siècle en France*

Paris, La Découverte, 2016, 353 p., 24 €

Martin Petitclerc

RÉFÉRENCE

Michèle RIOT-SARCEY, *Le procès de la liberté. Une histoire souterraine du XIX^e siècle en France*, Paris, La Découverte, 2016, 353 p., 24 €.

- 1 *Le procès de la liberté* de Michèle Riot-Sarcey a déjà été salué par des éloges mérités : ce livre est en effet une étude historique audacieuse, intellectuellement stimulante et politiquement engageante. Novatrice dans sa façon de questionner à la fois l'histoire qui se fait et l'histoire qui s'écrit, l'analyse démultiplie les pistes de réflexion autour de la question fondamentale qui structure le politique depuis la Révolution française : qu'est-ce que la liberté ? C'est donc en analysant la place qu'occupe la référence à la liberté dans les discours et les pratiques politiques que l'auteure entend rendre intelligible l'histoire du XIX^e siècle en France. Adoptant une perspective résolument critique, elle se propose de faire « l'histoire souterraine » du procès de la liberté, c'est-à-dire du point de vue de ceux qui en ont été privés, mais qui n'en pensaient (et n'en agissaient) pas moins. Cette perspective est justifiée par une réflexion épistémologique sur la nature même d'un savoir historique qui, enclin à replier les espoirs des possibles non avérés sur les certitudes de ce qui est advenu, a participé à l'illusion bourgeoise du progrès et à l'oubli de ce que le mot liberté veut dire.
- 2 Comment en sommes-nous venus à oublier que la liberté est le pouvoir d'agir, comme le rappelait le socialiste Pierre Leroux au début du XIX^e siècle ? Cette idée de la liberté était pourtant très répandue de la Première à la Deuxième République, notamment dans les cercles républicains et socialistes. Pour Albert Laponneraye, la liberté est par

exemple « le pouvoir qui appartient à l'homme d'exercer à son gré toutes ses facultés » (p. 109). Pour la féministe Jeanne Deroin, la « vraie liberté » signifie « le complet développement et le libre exercice de toutes les facultés humaines, le bien-être pour tous au moyen d'une équitable répartition du travail, des instruments et des produits du travail » (p. 51). Cette conception de la liberté est donc fondatrice de la pensée critique qui a inspiré les militants du XIX^e siècle. Elle devrait également, insiste Michèle Riot-Sarcey, inspirer les militants d'aujourd'hui.

- 3 Bien qu'elle s'appuie principalement sur l'analyse des textes de l'époque, la démonstration a également recours à l'étude des pratiques associatives qui sont au cœur des expériences révolutionnaires. Comme le rappelle l'auteure, ces idées de liberté ne « seraient rien » sans une pratique de la liberté profondément enracinée dans l'expérience du peuple ouvrier. C'est que le pouvoir d'agir ne saurait être réduit à une philosophie de la liberté ou à une doctrine du droit. Chez les socialistes de la première moitié du XIX^e siècle, la liberté est d'ailleurs constamment pensée dans « la pratique concrète de ceux qui la revendiquent » (p. 110), ce qui ne sera pas nécessairement le cas par la suite. En fait, la liberté n'a de sens que dans l'expérience de l'association, c'est-à-dire la mise en forme égalitaire (« fraternelle ») du pouvoir d'agir des collectifs autonomes, dans lesquels les femmes pouvaient d'ailleurs jouer un rôle important. Dans ce contexte, le suffrage universel, proclamé en 1848, est donc loin d'épuiser la pleine signification de la liberté comme pouvoir d'agir : il n'est qu'un « complément aux autres formes d'expression de la souveraineté » (p. 39). Lors de la révolution de 1848, pratiques associatives et idées politiques sont donc indissociables, ce qui fait de la république sociale, ou du socialisme, non pas une rêvasserie déconnectée du processus historique et appelée à disparaître, mais bien un monde possible en devenir.
- 4 Baudelaire, Courbet et Corbon, parmi quelques brillants et rares observateurs, ont réussi à rendre compte de cette aspiration émancipatrice populaire qui irrigue l'histoire du XIX^e siècle. Mais l'esprit libertaire de 1848, qui remet en question tous les pouvoirs, est une énigme pour la plupart des élites, y compris celles qui sont les plus sympathiques à la cause. George Sand, profondément engagée aux côtés du peuple, n'a pas porté une attention particulière aux associations ouvrières, et partant aux aspirations politiques profondes des prolétaires. Chez elle, la référence au peuple abstrait né de la Révolution nourrissait plutôt la promesse d'une nation unifiée dans une philosophie du progrès (p. 139 et suivantes). Quelques décennies auparavant, Saint-Simon avait fait du progrès une loi historique qui trouvera son apparente confirmation, une fois l'esprit de 1848 oublié, dans le droit de propriété et le développement de l'industrie (p. 155 et suivantes). Marx, malgré sa grande lucidité, a finalement peu souligné l'importance politique de l'association ouvrière en 1848 : le développement des forces productives, et non le sujet historique ouvrier, deviendra le véritable moteur du progrès dans le discours « parfaitement construit » de l'avant-garde prolétarienne...
- 5 À cette incompréhension, s'ajoute évidemment l'hostilité du discours bourgeois de l'ordre qui s'attaque à cette définition pleine de la liberté après les Journées de juin 1848 : « la peur sociale fut si intense parmi les classes possédantes qu'elle devint le moteur du mouvement de dénégation des expériences de la liberté de toute une population » (p. 177). D'une façon intéressante, Michèle Riot-Sarcey ne se contente pas d'exhumer les discours bien connus sur les « classes dangereuses » et les « nouveaux barbares ». Les formes de la dénégation bourgeoise de la liberté comme pouvoir d'agir sont bien plus subtiles. Par exemple, Victor Hugo construit l'image d'un peuple de

miséreux qui, loin d'être un sujet politique autonome, « subit » l'histoire désincarnée du progrès. « Révolte du peuple contre lui-même » selon Hugo, les Journées de Juin sont avant tout le produit de la misère, non d'une liberté en actes.

- 6 Entre le politique et le social, émerge un grand espace qui sera occupé par la philanthropie bourgeoise et une conception charitable de la « fraternité » qui n'aura plus la liberté et le pouvoir d'agir comme finalités... Cette évolution est évidemment imbriquée au développement du capitalisme industriel célébré dans les expositions universelles à partir des années 1850. Devenu une marchandise, le travail apparaît de moins en moins comme le lieu de l'émancipation, de la réalisation de la liberté comme pouvoir d'agir, mais bien comme le moteur d'une philosophie du progrès industriel. On comprend alors que la Commune a été insaisissable pour les élites, toutes imprégnées qu'elles furent de la philosophie d'un « progrès » qui a enterré les aspirations populaires dans les profondeurs de l'histoire. La violente répression de la Commune, qui a servi de légitimation à la nouvelle république, a rendu encore plus difficile la formulation de cette conception exigeante de la liberté. Ainsi, la Troisième République a été fondée sur une conception appauvrie de la liberté, contribuant à la sacralisation du suffrage comme l'incarnation des aspirations du peuple : « le combat politique s'est déplacé exclusivement du côté de la politique détachée de la “question sociale” » (p. 235). La naturalisation d'un ordre libéral capitaliste, qui bloque notre capacité à penser un monde différent, est donc la conséquence de cette marginalisation progressive de l'esprit de 1848. Mais, rappelle Michèle Riot-Sarcey, les aspirations à la liberté sont toujours agissantes dans les profondeurs de la conscience politique des subalternes et peuvent resurgir, comme le démontre bien l'histoire tumultueuse du procès de la liberté depuis la fin du XVIII^e siècle. Un effort de réappropriation de cette conception exigeante de la liberté s'impose donc, ce à quoi Michèle Riot-Sarcey apporte une magistrale contribution.
- 7 Dans une postface dense, mais lumineuse, l'auteure s'attarde notamment sur les écrits de Walter Benjamin pour fonder son projet d'une histoire critique visant à nourrir une réflexion politique sur l'ordre social et, surtout, sur la possibilité d'une pleine réalisation de la liberté comme pouvoir d'agir. Pour faire cette histoire engagée et critique, Michèle Riot-Sarcey affirme que l'on doit remettre en cause la façon dont on a fait traditionnellement l'histoire, c'est-à-dire « la vision continue de l'histoire » qui repose sur une conception linéaire de ce qui est advenu, et donc sur la philosophie du progrès qui s'est imposée sur les décombres de 1848. Cette histoire « continue » empêche de comprendre le rôle des « vaincus » de l'histoire, ceux qui se retrouvent de l'autre côté d'un progrès défini dans les termes d'une bourgeoisie conquérante. D'où l'importance qu'elle accorde à la rupture et à la discontinuité de l'événement, des « expériences fragmentaires », de la contingence, etc., ce qui lui permet de déconstruire le récit linéaire et élitiste de l'histoire. Il s'agit donc de retrouver la dimension politique, non déterminée et non linéaire, du changement historique. C'est ce qu'elle appelle « le travail de l'historicité » qui permet de comprendre le « foisonnement de sens » de l'événement au moment même où il se produit, comme elle l'a fait pour 1848 dans ce livre.
- 8 Analysant d'une façon toujours inspirée les discours politiques, les publications révolutionnaires, les pratiques démocratiques ouvrières et populaires, Michèle Riot-Sarcey permet donc au lecteur de prendre conscience de la richesse d'une expérience de l'émancipation qui gravite, mais sans s'y limiter, autour de la révolution de 1848. On

a parfois reproché à l'auteure d'accorder trop d'importance à la classe ouvrière naissante, une minorité démographique dans la France rurale de la première moitié du XIX^e siècle. C'est mal comprendre le projet historiographique d'une analyse du procès de la liberté. En effet, peu d'historiens remettraient en cause la légitimité d'une analyse de la conception de la liberté au milieu du XIX^e siècle à partir des textes de Tocqueville. Pourquoi alors rejeter celle d'une vision du monde qui était suffisamment répandue dans la classe ouvrière pour légitimer la prétention de cette dernière à se représenter comme un sujet historique et politique ? Son existence, en soi, est un fait historique d'une grande importance qui nous invite à la comprendre dans ses propres termes. Les gains d'une telle analyse pour la compréhension du XIX^e siècle sont d'ailleurs évidents dans ce livre.

- 9 Pour ma part, j'aurais aimé retrouver une analyse plus approfondie, comme l'auteure l'a fait pour la conception « pleine » de la liberté, de la façon dont la conception bourgeoise de cette liberté s'est incarnée dans des pratiques de pouvoir qui ne relèvent pas strictement du discours. Bien que je partage le projet qui consiste à montrer l'autonomie des subalternes, il m'a semblé que l'argumentation générale du livre en venait à négliger le fait que la vision bourgeoise du monde s'incarne surtout dans des pratiques de pouvoir, y compris dans les formes de l'associationnisme (Tocqueville, Stuart Mill, etc.). C'est que la liberté est non seulement le fondement de l'esprit émancipateur de 1848, elle est également la condition de possibilité de pratiques libérales de gouvernement centrées sur ce que Foucault appelait la « conduite des conduites » ou, pour paraphraser Leroux, la conduite des pouvoirs d'agir. Cette instrumentalisation de la liberté dans les pratiques libérales de gouvernement explique peut-être pourquoi de nombreux socialistes de la seconde moitié du XIX^e siècle ont voulu faire de l'égalité, plutôt que la liberté, le concept fondateur d'une nouvelle pensée de l'émancipation. Cela dit, plus de 150 ans après le printemps des peuples, alors que les relations sociales de dépendance au marché se sont imposées dans pratiquement toutes les sphères de la vie, il est indéniable que l'esprit de 1848 est toujours une ressource intellectuelle formidable pour saisir la profonde originalité de notre présent et, partant, s'atteler à la tâche, avec Michèle Riot-Sarcey, de repenser l'esprit de notre propre émancipation.